

swissuniversities

swissuniversities

Effingerstrasse 15, Case Postale

3001 Berne

www.swissuniversities.ch

swissuniversities met en garde contre l'initiative pour l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine.

L'initiative constitue un frein au progrès, à l'innovation et à la formation en sciences et technologies du vivant en Suisse.

L'initiative populaire fédérale « Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine – Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès », qui sera déposée auprès de la Chancellerie fédérale le 18 mars 2019, prévoit d'interdire toute expérimentation sur les animaux et sur l'être humain ainsi que l'importation de produits, dont les médicaments, ayant fait l'objet d'expérimentation animale et/ou humaine. En outre, cette initiative demande à inscrire dans la Constitution l'expérimentation animale comme un mauvais traitement infligé aux animaux et donc constitutive d'un crime. Cette initiative soutient une position extrême qui non seulement constituerait un frein à la recherche, mais qui empêcherait aussi tout citoyen et tout animal de bénéficier en Suisse des futures avancées médicales.

Le recours aux modèles animaux et aux essais cliniques est aujourd'hui encore nécessaire à l'acquisition de connaissances fondamentales ainsi qu'au développement de nouveaux produits et procédés médicaux dont le but est d'améliorer les conditions de vie et d'en sauver.

Tout chercheur confronté à une question scientifique s'appuie sur des modèles qui peuvent être *in silico* (modèles informatiques), *in vitro*, et *in vivo*, et travaille en choisissant le modèle, ou la combinaison de modèles la plus pertinente possible. L'expérimentation animale ne constitue pas un projet en soi mais s'inscrit comme une étape dans un protocole de recherche. Les modèles *in silico* ou *in vitro* sont privilégiés autant que possible pour des raisons éthiques, légales et économiques. Cependant, dans certains domaines comme l'oncologie, la neuroréhabilitation ou l'immunologie, entre autres, le recours à un modèle animal reste nécessaire. L'insuline et la pénicilline n'auraient pas non plus pu être développées sans expérimentation animale. Il en est de même pour la mise au point des techniques de transplantations d'organes qui sauvent quotidiennement des vies.

Dans une Suisse à la pointe de l'innovation et du développement, il est aujourd'hui illusoire d'imaginer progresser et accroître nos connaissances dans le domaine des sciences et des technologies du vivant en bannissant l'expérimentation animale et humaine, notamment les essais cliniques. Interdire de telles expériences en Suisse serait extrêmement préjudiciable pour les hautes écoles et les hôpitaux universitaires ; cela aboutirait à une perte de savoir-faire pour l'enseignement hautement spécialisé qui y est prodigué, ainsi qu'à une perte de capacité d'innovation basée sur une recherche fondamentale de qualité, domaines qui nécessitent parfois de recourir à des modèles animaux et à des essais cliniques.

De plus, l'interdiction d'importer de nouveaux produits qui auront fait l'objet, directement ou indirectement, d'expérimentation animale ou humaine, telle que prévue par l'initiative, affectera fortement la médecine humaine et vétérinaire. Ces dernières n'auront plus accès à un ensemble de nouveaux traitements issus de progrès scientifiques et médicaux et ne pourront donc pas en faire bénéficier la population suisse ni les animaux, qu'ils soient de compagnie, de rente ou autre.

La législation suisse en matière d'expérimentation animale est une des plus strictes au monde. Les bases juridiques actuelles garantissent une recherche éthiquement responsable. La loi fédérale sur la protection des animaux (LPA) « vise à protéger la dignité et le bien-être de l'animal ». En particulier, elle exige de limiter autant que possible les douleurs occasionnées par les expériences, notamment par l'utilisation de méthodes d'anesthésie et d'analgésie adéquates. Chaque expérience impliquant des animaux doit être autorisée par les autorités vétérinaires cantonales, qui travaillent conjointement avec la commission cantonale pour l'expérimentation animale, composée aussi bien de spécialistes que de représentants de la protection des animaux. Il convient de souligner que, suite à la modification de l'ordonnance sur la protection des animaux entrée en vigueur le 1^{er} mars 2018, en plus d'un directeur du domaine de l'expérimentation animale et d'un directeur d'expériences, garants du respect des dispositions de la législation et de la bonne pratique scientifique, les instituts ou laboratoires doivent désigner un délégué à la protection des animaux qui va notamment soutenir les chercheurs durant le processus de demande d'autorisation d'expériences. En ce qui concerne l'expérimentation humaine, la loi relative à la recherche sur l'être humain (LRH) « vise à protéger la dignité, la personnalité et la santé de l'être humain dans le cadre de la recherche ». Elle garantit notamment la primauté des intérêts de l'être humain sur les intérêts de la science et de la société, respectant ainsi les principes éthiques de la déclaration de Helsinki¹. Des mises à jour régulières des ordonnances et directives permettent de garantir un cadre juridique en adéquation avec les avancées technologiques et les préoccupations éthiques des citoyens suisses.

En expérimentation animale, les chercheurs ont l'obligation morale et juridique d'appliquer le principe des 3 « R » (Replace-Reduce-Refine) qui veut que les expériences sur les animaux ne soient autorisées que si aucune alternative n'existe, que leur nombre soit réduit au minimum significatif et que les méthodes expérimentales et les conditions d'élevage soient les moins contraignantes possible. Afin d'encourager et faciliter l'implémentation de ces principes, la Suisse s'est dotée il y a déjà plus de 25 ans d'une Fondation Recherches 3R. Aujourd'hui, le centre suisse de compétences 3R (3RCC), qui a vu le jour en mars 2018 sous l'égide de swissuniversities, fruit d'une réflexion conjointe des hautes écoles, de l'industrie, du gouvernement et d'associations de protection des animaux, a pris le relais afin de permettre une meilleure coordination entre toutes les institutions pratiquant de l'expérimentation animale. Il y a donc en Suisse une réelle préoccupation quant au respect de la dignité et du bien-être des animaux, notamment des animaux d'expérience, et la communauté scientifique s'engage à évaluer et à améliorer continuellement ses pratiques.

Sur la base des arguments précités, swissuniversities prend position contre cette initiative au caractère extrême et préjudiciable, tout en promouvant activement un traitement respectueux et responsable des animaux et des êtres humains lors d'expérimentations *in vivo*.

¹ La déclaration de Helsinki a été élaborée par l'Association Médicale Mondiale (AMM) et énonce des principes éthiques applicables à la recherche médicale impliquant des êtres humains.

Berne, 18.03.2019

Contact :

Josefa Haas
Responsable de la communication
communications@swissuniversities.ch
+41 31 335 07 34

swissuniversities

swissuniversities

swissuniversities

Effingerstrasse 15, Postfach

3001 Bern

www.swissuniversities.ch

swissuniversities warnt vor der Initiative für ein Tier- und Menschenversuchsverbot.

Die Initiative gefährdet Fortschritt, Innovation und Bildung in den Life Sciences und Biotechnologien in der Schweiz.

Die eidgenössische Volksinitiative «Ja zum Tier- und Menschenversuchsverbot – Ja zu Forschungswegen mit Impulsen für Sicherheit und Fortschritt», die am 18. März 2019 bei der Bundeskanzlei eingereicht werden soll, will jegliche Versuche an Tieren und Menschen sowie die Einfuhr von Produkten wie Medikamenten verbieten, für die Tier- und/oder Menschenversuche durchgeführt wurden. Zudem verlangt die Initiative, Tierversuche in der Bundesverfassung als Tierquälerei und damit als Verbrechen zu verankern. Die Initiative vertritt eine extreme Haltung, die nicht nur die Forschung gefährden würde. Sie würde auch verhindern, dass Menschen und Tiere in der Schweiz von künftigen medizinischen Fortschritten profitieren können.

Die Verwendung von Tiermodellen und klinischen Studien ist heute notwendig, um Grundlagenwissen zu erwerben und neue Medizinprodukte und -verfahren zu entwickeln. Dabei besteht das Ziel stets darin, die Lebensbedingungen zu verbessern und Leben zu retten.

Zur Klärung von wissenschaftlichen Fragen stützen sich Forschende auf verschiedene Arten von Modellen: *in silico* (Computermodelle), *in vitro* und *in vivo*. Für ihre Arbeit wählen sie jeweils das zweckmässigste Modell oder die zweckmässigste Kombination von Modellen. Tierversuche werden nicht als eigenes Projekt durchgeführt, sondern sind Teil eines Forschungsprotokolls. Aus ethischen, rechtlichen und wirtschaftlichen Gründen werden nach Möglichkeit *In-silico*- und *In-vitro*-Modelle verwendet. Unter anderem in der Onkologie, der Neurorehabilitation und der Immunologie, ist der Einsatz von Tiermodellen weiterhin notwendig. Ohne Tierversuche wäre beispielsweise die Entwicklung von Insulin und Penicillin nicht möglich gewesen, oder auch der Methoden zur Organtransplantation, mit denen Tag für Tag Leben gerettet werden.

Im Bereich Innovation und Entwicklung belegt die Schweiz gegenwärtig einen Spitzenplatz. Es ist illusorisch anzunehmen, dass wir in den Life Sciences und Biotechnologien weiterhin Fortschritte erzielen und unser Wissen ausbauen können, wenn wir auf Versuche an Tieren und Menschen, insbesondere auf klinische Studien, verzichten müssten. Ein Verbot in der Schweiz hätte negative Folgen für die Hochschulen und Universitätsspitäler. Es würde zu einem Verlust von Know-how in der hochspezialisierten Aus- und Weiterbildung in unserem Land führen und unsere Innovationsfähigkeit einschränken, die ihrerseits auf einer

hochstehenden Grundlagenforschung beruht. Denn diese Bereiche müssen manchmal auf Tiermodelle und klinische Studien zurückgreifen.

Zudem fordert die Initiative das Importverbot von neuen Produkten, für die direkt oder indirekt Tier- oder Menschenversuche durchgeführt wurden. Dieses Verbot würde die Human- und Tiermedizin massiv beeinträchtigen. Neue Behandlungsmethoden, die dank wissenschaftlichem und medizinischem Fortschritt entwickelt werden, wären nicht mehr verfügbar. Diese Therapien könnten weder für die Schweizer Bevölkerung noch für Haus-, Nutz- oder andere Tiere genutzt werden.

Die Tierversuchsgesetzgebung der Schweiz gehört zu den strengsten der Welt. Die heutigen gesetzlichen Grundlagen gewährleisten eine ethisch vertretbare Forschung. Das Tierschutzgesetz (TSchG) bezweckt, «die Würde und das Wohlergehen des Tieres zu schützen». Es verlangt namentlich, die durch Versuche verursachten Schmerzen so weit als möglich einzudämmen, vor allem durch den Einsatz geeigneter Anästhesie- und Analgesiemethoden. Jeder Versuch, der Tiere einbezieht, muss von der kantonalen Veterinärbehörde bewilligt werden. Diese arbeitet mit der kantonalen Kommission für Tierversuche zusammen, der sowohl Fachpersonen als auch Vertreterinnen und Vertreter des Tierschutzes angehören. Seit der Änderung der Tierschutzverordnung per 1. März 2018 müssen die Institute und Laboratorien nicht nur eine Leiterin oder einen Leiter für den Tierversuchsbereich sowie eine Versuchsleiterin oder einen Versuchsleiter ernennen, welche die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften und der guten Wissenschaftspraxis sicherstellen: Sie müssen zusätzlich eine Tierschutzbeauftragte oder einen Tierschutzbeauftragten bestimmen, die oder der die Forschenden namentlich im Verfahren für die Beantragung von Versuchsbewilligungen unterstützt. Hinsichtlich der Versuche an Menschen soll das Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG) «Würde, Persönlichkeit und Gesundheit des Menschen in der Forschung schützen». Es gewährleistet insbesondere, dass die Interessen des Menschen gegenüber den Interessen der Wissenschaft und der Gesellschaft Vorrang haben, und berücksichtigt damit die ethischen Grundsätze der Erklärung von Helsinki¹. Durch regelmässige Aktualisierungen der Verordnungen und Richtlinien lässt sich sicherstellen, dass die rechtlichen Rahmenbedingungen den technologischen Fortschritten und den ethischen Anliegen der Schweizer Bevölkerung entsprechen.

Bei Tierversuchen sind Forschende moralisch und rechtlich verpflichtet, das 3R-Prinzip (Replace, Reduce, Refine) anzuwenden. Dieser Grundsatz verlangt, dass Tierversuche nur dann bewilligt werden, wenn keine Alternative besteht, dass ihre Zahl auf das notwendige Minimum beschränkt wird und dass die Versuchsmethoden und Haltungsbedingungen möglichst wenig belastend sind. Um die Umsetzung dieser Grundsätze zu fördern und zu erleichtern, wurde in der Schweiz bereits vor über 25 Jahren die Stiftung Forschung 3R gegründet. Unterdessen wurde sie vom 3R-Kompetenzzentrum Schweiz (3RCC) abgelöst, das im März 2018 unter der Federführung von swissuniversities geschaffen wurde, um eine bessere Koordination unter allen Institutionen zu ermöglichen, die Tierversuche durchführen. Dieses Kompetenzzentrum ist das Ergebnis gemeinsamer Überlegungen der Hochschulen, der Industrie, der Behörden und von Tierschutzorganisationen. In der Schweiz werden somit erhebliche Anstrengungen unternommen, um die Würde und das Wohl der Tiere, insbesondere der Versuchstiere, zu wahren. Zudem setzt sich die wissenschaftliche Gemeinschaft für die laufende Evaluation und Verbesserung ihrer Praxis ein.

¹ Die Erklärung von Helsinki, die vom Weltärztebund (WMA) erarbeitet wurde, beinhaltet die ethischen Grundsätze, die für die medizinische Forschung am Menschen gelten.

Bern, 18.03.2019

Aufgrund der oben dargelegten Argumente lehnt swissuniversities diese Initiative ab, die extrem und schädlich ist. Zugleich setzt sich swissuniversities aktiv für einen rücksichtsvollen und verantwortungsbewussten Umgang mit Tieren und Menschen bei *In-vivo*-Versuchen ein.

swissuniversities

Kontakt:

Josefa Haas

Leiterin Kommunikation

communications@swissuniversities.ch

+41 31 335 07 34

swissuniversities

swissuniversities

Effingerstrasse 15, casella postale

3001 Berna

www.swissuniversities.ch

swissuniversities mette in guardia nei confronti dell'iniziativa per il divieto degli esperimenti sugli animali e sugli esseri umani.

L'iniziativa rappresenta un freno al progresso, all'innovazione e alla formazione nelle scienze e tecnologie della vita in Svizzera.

L'iniziativa popolare federale «Sì al divieto degli esperimenti sugli animali e sugli esseri umani – Sì ad approcci di ricerca che favoriscano la sicurezza e il progresso», che sarà depositata presso la Cancelleria federale il 18 marzo 2019, prevede di vietare ogni sperimentazione sugli animali e sugli esseri umani nonché l'importazione di prodotti, fra cui i medicinali, che sono stati oggetto di esperimenti sugli animali e/o sugli esseri umani. L'iniziativa chiede inoltre che la sperimentazione sugli animali sia inserita nella Costituzione quale maltrattamento inflitto agli animali e dunque costituisca un reato. Questa iniziativa sostiene una posizione estrema che, oltre a rappresentare un freno alla ricerca, impedirebbe anche ai cittadini e agli animali in Svizzera di beneficiare dei futuri progressi della medicina.

Il ricorso ai modelli animali e alle sperimentazioni cliniche è a tutt'oggi necessario per l'acquisizione di conoscenze fondamentali nonché per lo sviluppo di nuovi prodotti e protocolli medici con lo scopo di migliorare le condizioni di vita e di salvare delle vite.

I ricercatori confrontati a una questione scientifica si avvalgono di modelli che possono essere *in silico* (modelli informatici), *in vitro*, e *in vivo*, e lavorano scegliendo il modello o la combinazione di modelli più pertinente possibile. Gli esperimenti sugli animali non costituiscono un progetto a sé stante, ma rappresentano una tappa di un protocollo di ricerca. I modelli *in silico* o *in vitro* sono privilegiati il più possibile per ragioni di ordine etico, legale ed economico. Tuttavia, in determinati settori, fra i quali l'oncologia, la riabilitazione neurologica o l'immunologia, il ricorso a un modello animale rimane necessario. L'insulina e la penicillina non avrebbero potuto essere sviluppate senza esperimenti sugli animali. Lo stesso vale per la messa a punto delle tecniche di trapianto degli organi, che salvano quotidianamente delle vite umane.

In una Svizzera all'avanguardia nel campo dell'innovazione e dello sviluppo, è oggi illusorio immaginare di progredire e di accrescere le nostre conoscenze nell'ambito delle scienze e tecnologie della vita bandendo gli esperimenti sugli animali e sugli esseri umani, in particolare le sperimentazioni cliniche. Vietare simili sperimentazioni in Svizzera sarebbe estremamente dannoso per le scuole universitarie e gli ospedali universitari; sfocerebbe in una perdita di competenze, con conseguenze dannose per l'insegnamento altamente specializzato che vi viene impartito e comporterebbe una perdita di capacità d'innovazione basata su una ricerca fondamentale di qualità, ambiti che necessitano talvolta il ricorso a modelli animali e sperimentazioni cliniche.

Inoltre, il divieto di importare nuovi prodotti che sono stati direttamente o indirettamente oggetto di esperimenti sugli animali o sugli esseri umani, così come previsto dall'iniziativa, colpirà pesantemente la medicina umana e veterinaria. Entrambi questi settori non avranno più accesso ad un insieme di nuovi trattamenti frutto dei progressi scientifici e medici e non potranno dunque farne beneficiare né la popolazione svizzera, né gli animali, siano essi da compagnia, da reddito o altro.

La legislazione svizzera in materia di esperimenti sugli animali è una delle più severe del mondo. Le basi giuridiche attuali assicurano una ricerca eticamente responsabile. La legge federale sulla protezione degli animali (LPAn) «ha lo scopo di tutelare la dignità e il benessere degli animali». In particolare, la legge esige di limitare il più possibile i dolori causati dalle sperimentazioni, in particolare mediante l'utilizzazione di metodi anestetici e analgesici adeguati. Ogni esperimento che coinvolge animali deve essere autorizzato dalle autorità veterinarie cantonali, le quali lavorano congiuntamente con la commissione cantonale per la sperimentazione sugli animali, composta da specialisti e da rappresentanti della protezione degli animali. È opportuno sottolineare che, a seguito della modifica dell'Ordinanza sulla protezione degli animali entrata in vigore il 1° marzo 2018, oltre al responsabile per gli esperimenti sugli animali e a quello dell'esperimento, che garantiscono il rispetto delle disposizioni legislative e della buona pratica scientifica, gli istituti o i laboratori devono designare un incaricato della protezione degli animali, che affianca i ricercatori nella preparazione delle domande di autorizzazione per gli esperimenti sugli animali. Per quanto concerne la sperimentazione umana, la Legge sulla ricerca umana (LRUm) «si prefigge di tutelare la dignità, la personalità e la salute dell'essere umano nella ricerca». Essa assicura in particolare il primato degli interessi dell'essere umano sugli interessi della scienza e della società, rispettando così i principi etici della dichiarazione di Helsinki¹. Gli aggiornamenti regolari delle ordinanze e delle direttive consentono di garantire un quadro giuridico in linea con i progressi tecnologici e le preoccupazioni etiche dei cittadini svizzeri.

Nell'ambito della sperimentazione sugli animali, i ricercatori hanno l'obbligo morale e legale di applicare il principio delle 3 «R» (Replace-Reduce-Refine), il quale dispone che gli esperimenti sugli animali siano autorizzati unicamente se non esiste nessuna alternativa, che il loro numero sia ridotto al minimo significativo e che i metodi sperimentali e le condizioni d'allevamento siano il meno costrittivi possibili. Onde incoraggiare e facilitare l'implementazione di questi principi, la Svizzera si è dotata già da oltre 25 anni di una Fondazione Ricerche 3R. Oggi, il Centro di competenza svizzero 3R (3RCC), fondato nel marzo 2018 sotto l'egida di swissuniversities, frutto di una riflessione congiunta delle scuole universitarie, dell'industria, della Confederazione e delle associazioni per la protezione degli animali, permetterà un miglior coordinamento fra tutte le istituzioni che praticano esperimenti sugli animali. In Svizzera c'è quindi una preoccupazione reale per quanto concerne la dignità e il benessere degli animali, in particolare di quelli impiegati in esperimenti di ricerca, e la comunità scientifica si impegna a valutare e migliorare continuamente le proprie pratiche.

Sulla base degli argomenti menzionati, swissuniversities, pur promuovendo attivamente un trattamento rispettoso e responsabile degli animali e degli esseri umani nell'ambito delle sperimentazioni *in vivo*, prende posizione contro questa iniziativa dal carattere estremo e pregiudizievole.

¹ La dichiarazione di Helsinki è stata elaborata dall'Associazione Medica Mondiale (AMM) ed enuncia i principi etici applicabili alla ricerca medica implicante gli esseri umani.

Berna, 18.03.2019

Contatto:

Josefa Haas
Responsabile comunicazione
communications@swissuniversities.ch
+41 31 335 07 34

swissuniversities